

LE COMITE PAROISSIAL DE DEVELOPPEMENT, UNE STRATEGIE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE DANS LE DIOCESE DE KASONGO.

*Etude réalisée en janvier 2021 dans la Paroisse de Mingana en Territoire de
Kasongo, RD Congo*

*Par Mr Déogratias KABEYA MWANABINDU, Assistant à l'Institut Supérieur de Développement Rural de
Kindu (ISDR-KINDU) en Province du Maniema – RD Congo*

RÉSUMÉ

Les tentatives d'éradication de la pauvreté sont au cœur de plusieurs personnes tant morales que physiques. Le Diocèse de Kasongo à travers son bureau de développement – BDD/Kasongo n'est pas en reste au regard de multiples efforts déployés depuis trois décennies pour enrayer la précarité des conditions de vie paysanne. Rappelons que, le Bureau Diocésain de Développement (BDD/Kasongo) intervient dans la paroisse à travers le Comité paroissial de développement (CPD).

En effet, l'attention particulière de l'étude s'est focalisée dans la paroisse de Mingana, où nous avons constaté qu'en dépit des moyens mis, chaque année, à disposition du Comité Paroissial de Développement de Mingana (CPD-M), la pauvreté des bénéficiaires persiste et l'autonomie du CPD est loin d'être assurée. Etant donné que les communautés de base sont tentées par une cauteleuse « mentalité d'assistés ». Aussi, cette étude est fondée sur la nécessité d'examiner les orientations stratégiques des interventions du CPD dans le processus du développement à Mingana et évaluer ses résultats sur le terrain. Car en voulant contribuer au développement endogène, il s'avère important de résoudre les problèmes réels qui se posent de manière concrète.

D'une manière globale, nous sommes partis du constat selon lequel les appuis octroyés aux ménages agricoles, membres des Initiatives Locales de Développement (ILD) sous-forme d'intrants agricoles, géniteurs chèvres, fonds d'initiatives de local (ILD), etc. contribueraient-ils efficacement à lutter contre la pauvreté des bénéficiaires ou au contraire, à renforcer leur attentisme ainsi le manque d'autonomie de l'institution d'appui locale, le CPD-M ?

En définitive, l'ampleur de la pauvreté rurale est perceptible à Mingana à travers le bas niveau de revenu, de l'alimentation et la perception parasitaire auxquels les acteurs paroissiaux font face à travers leur propre autopromotion. Cette situation impose au Comité Paroissial de Développement de Mingana des choix stratégiques précis qui tiennent plus compte de la valorisation des productions agricoles. Sans une telle valorisation, les appuis octroyés aux membres des ILD ressembleraient à des interventions chirurgicales qui réussissent, alors que les malades meurent.

ABSTRACT

Attempts to eradicate poverty are at the heart of many people, both legal and natural. The Diocese of Kasongo through its development office - DDO / Kasongo is not left out in view of the multiple efforts made over three decades to eliminate the precarious conditions of peasant living. Let us recall that the Diocesan Development Office (DDO / Kasongo) intervenes in the parish through the Parish Development Committee (PDC).

In fact, the particular attention of the study was focused in the parish of Mingana, where we found that despite the means made available, each year, to the Parish Development Committee of Mingana (PDC-M), the poverty of the beneficiaries persists and the autonomy of the PDC is far from assured. Given that, the grassroots communities are tempted by a cautious “mentality of the assisted”. In addition, this study is based on the need to examine the strategic orientations of PDC interventions in the development process in Mingana and assess its results in the field. Because in wanting to contribute to endogenous development, it is important to solve the real problems that arise in a concrete way.

Overall, we started from the observation that the support granted to agricultural households, members of Local Development Initiatives (LDI) in the form of agricultural inputs, goat breeders, and local initiative funds (LDI), etc. Would they effectively contribute to the fight against the poverty of the beneficiaries or, on the contrary, to reinforce their wait-and-see attitude and the lack of autonomy of the local support institution, the PDC-M?

Ultimately, the extent of rural poverty is perceptible in Mingana through the low level of income, food and the parasitic perception that parish actors face through their own self-promotion. This situation requires the Parish Development Committee of Mingana to make precise strategic choices that take more account of the enhancement of agricultural production. Without such valuation, the supports granted to members of the LTDs would resemble surgeries, which succeed while the sick die.

INTRODUCTION

Depuis plusieurs décennies, la pauvreté ne cesse d’être au centre des débats dans plusieurs rencontres tant nationales qu’internationales. Malgré les efforts déjà fournis et les stratégies mises en place, les statistiques restent toujours criantes. A savoir que cette pauvreté est présente dans tous les pays en voie de développement, surtout ceux d’Afrique subsaharienne où en raison d’une crise structurelle aigüe à propos de laquelle les analyses montrent que « la pauvreté risque d’avoir un avenir prospère¹ ».

¹ ELA J.-M., *Afrique : l’irruption des pauvres. Société contre Ingérence pouvoir et argent*, Le Harmattan, Paris 1994, p.22.

Les multiples sommets et colloques internationaux sur les conditions de vie des pauvres n'y changent pas grand' chose. Au contraire, la plupart d'entre eux se concluent par des recommandations qui ne sont jamais mis en application. Pour mémoire, le sommet de Johannesburg (du 2 au 6 septembre 2002) consacré à la réduction de la pauvreté dans l'optique du « développement durable » n'a fait qu'aggraver la polémique entre les concepts « développement et mondialisation », entre « optimisation et maximisation », bref, entre « pauvreté et dictature de l'argent ». Aussi, le sommet du Millénaire tenu au mois de septembre 2000, a fixé huit « objectifs du millénaire », à atteindre d'ici 2015, et la réduction à moitié de l'extrême pauvreté figure en première position.

Malgré les stratégies mises en place, l'Afrique subsaharienne n'a pas diminué son taux de pauvreté et, d'après le rapport l'année 2020 de la Banque mondiale sur la pauvreté et la prospérité partagée, on estime entre 88 et 115 millions de personnes supplémentaires basculeront dans l'extrême pauvreté en 2020, ce qui signifie qu'entre 703 et 729 millions d'individus vivront avec moins de 1,90 dollar par jour. Le taux d'extrême pauvreté se situera entre 9,1 et 9,4 %, ce qui nous ramènera trois ans en arrière, aux niveaux de 2017. La situation risque de continuer à se dégrader en 2021, avec 23 à 35 millions de pauvres supplémentaires, soit un nombre total de nouveaux pauvres estimé entre 110 à 150 millions à cette échéance.²

En dépit du sentiment qu'inspire parfois l'ampleur de la crise africaine qui se prolonge, l'aspect le plus important qui ressort des efforts au cours de ces dernières années de la part des organisations tant gouvernementales que non gouvernementales, la mobilisation contre la pauvreté reste une préoccupation permanente.

Dans le Diocèse de Kasongo, la lutte contre la pauvreté fait l'objet, depuis longtemps, d'un processus participatif des acteurs en vue de déceler les causes et proposer les solutions éventuelles tendant vers la réduction de la pauvreté et cela à travers ses structures d'appui aux actions notamment la Commission diocésain justice et paix, le Bureau diocésain des œuvres médicales, le Bureau diocésain de développement, le Bureau diocésain solidarité et partage et les structures paroissiales comme le Comité paroissial de développement, la Communauté ecclésiale vivante, le Mouvement d'action catholique et bien d'autres.

Par ailleurs, réfléchir sur les interventions actuelles du BDD-K par le truchement du CPD-M à la base, ce n'est ni plus ni moins, s'interroger sur la forme et le contenu du processus d'autopromotion entrepris depuis près de trois décennies comme la voie royale de lutte contre la pauvreté.

Cette voie de sortie n'est pas une route inutilement épuisante, au contraire elle donne accès à plus d'une phraséologie bavarde lorsqu'au passage des animateurs dans certains villages pour « l'animation et la sensibilisation », les paysans font circuler des propos banalisés qui traduisent, en définitive, une sorte d'anti-discours et de parole muette sur l'autopromotion :

- ☞ « le développement est fermé... »³ (lorsque les animateurs du CPD-M sont en congé technique ou que les appuis du BDD/K – CPD/M tarissent) ;
- ☞ « Nous allons au « Développement » (pour désigner le CPD-M ou la paroisse) » ;
- ☞ « L'animateur est arrivé, que nous a-t-il apporté ? ... »

A bien les entendre, ces propos sont des indicateurs de crise. Confronté à ce contexte langagier, tout se traduit comme si le processus d'auto promotion n'a encore pas réussie, et pourtant, elle est comme une source d'eau vive où les masses doivent puiser la force pour marcher en avant. Néanmoins, on observe le plus souvent, « le manque de participation des paysans aux programmes et projets initiés à leur faveur est mis sur le compte de leur mauvaise volonté alors qu'il résulte davantage des méthodes adoptées. »⁴.

² 2020 International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank 1818 H Street NW, Washington DC 20433

³Propos des paysans de Mingana coïncidant avec le congé technique de l'Animateur -CPD

⁴ DE SOLAGES.O., *Vers un nouveau développement des tiers mondes*, Le Harmattan, Paris 1997, p.62

En effet, le BDD-K octroie, par le biais du CPD - M, des appuis (en intrants agricoles, en géniteurs chèvres, en fonds aux initiatives locales - FIL) destinés à renforcer les capacités d'action des ILD. Cependant, les bénéficiaires ont tendance à les considérer, simplement, comme « un don » de la généreuse Eglise. Toutefois, à l'absence de ces appuis, les ménages membres des organisations de base n'hésitent pas à attendre toujours des solutions à leurs problèmes de l'Eglise, du BDD-K ou du CPD-M, mais au fond, leur rapport à l'autopromotion semble être un idéal déraisonnable (rêve) face aux problèmes qui les attaquent.

Au demeurant de tout ce qui précède et partant même du processus d'autopromotion, est-ce que les appuis du BDD/K par le truchement du CPD-M constituent-ils un moyen efficace de la lutte contre la pauvreté dans le chef des ménages bénéficiaires ? Est-il possible que les ménages pérennisent ces appuis-crédits en vue d'assurer l'autofinancement au sein de CPD-M ? Est-ce ces appuis s'inscrivent-ils dans une approche participative ? Ces questions suscitent notre attention particulière et nous nous demandons la mesure dans laquelle les appuis octroyés aux ILD peuvent contribuer réellement à lutter contre la pauvreté.

METHODOLOGIE

Nous avons recouru à la méthode d'enquête – MARP complétée par des techniques d'échantillonnage, l'observation directe, l'interview structurée et la technique documentaire dans l'élaboration de la présente étude.

✓ **L'échantillon de l'enquête-MARP :** Pour des raisons liées à l'inaccessibilité géographique et aux contraintes temporelles et financières, nous avons recouru à l'échantillonnage représentatif pour autant avoir des résultats d'appui du BDD-K. Au plan spatial, l'enquête s'est déroulée dans huit localités du groupement de KASONGO-MIRUNDU sur l'axe MINGANA – KAPURIUNGA ayant reçu des appuis du CPD-Mingana dans dix dernières années par rapport aux autres villages de la paroisse de Mingana. Ces localités sont KAFENGE, MABRUKI, MUSASA, TENGETENGE, KARUNDU, KALUNGA NYEMBO et TUBULA. Au plan typologique, l'échantillon était constitué de 92 ménages bénéficiaires directs des appuis du BDD-K. ces ménages sont regroupés dans les ILD dont l'émergence est remarquable dans le milieu. Au plan numérique, l'enquête réalisée de porte à porte a concerné 54 hommes et 38 femmes. Dans un contexte où la population d'enquête était constituée de 789 paysans (membres des ILD locales) et basant notre principe de représentativité sur un rapport de 10%, notre échantillon de 92 ménages représente 11,6 % de la population d'enquête.

✓ **Le déroulement de l'interview structurée :** La communication avec les enquêtés était orale car la plupart d'entre eux ne savaient ni lire ni écrire. Les interviewés ont répondu à une série de questions dont le nombre, l'ordre et l'énoncé étaient fixés à l'avance autour de 4 principaux centres d'intérêts : l'identification du ménage, le mode de vie du ménage, l'impact des appuis du BDD-K et participation du ménage aux activités d'autopromotion et enfin espoirs et souhaits futurs.

✓ **Le dépouillement et l'analyse des données :** La première opération a consisté à regrouper certaines données, à les quantifier et à en établir les pourcentages pour les rendre prêtes à l'analyse et à l'interprétation. Dans le plan de codage, nous n'avons pas réduit les réponses aux alternatives « oui » et « non » pour permettre aux sujets d'être libres dans les réponses à donner à chaque question. Mais, en réexaminant ce plan, il a fallu tenir compte du fait que les réponses à certaines questions revenaient à d'autres questions. Tel est, par exemple, le cas de la question « attentes vis-à-vis du CPD-M » qui revient à la fois aux questions en rapport avec les « attentes vis-à-vis de l'association » et en rapport avec les « mesures préconisées pour lutter contre la pauvreté ». Pour les réponses, nous n'avons pas procédé à la formation des catégories, sauf pour la question concernant le sens du concept « autopromotion », les réponses à cette question n'ayant pas renvoyé aux mêmes préoccupations exprimées par les sujets.

DISCUSSIONS SUR L'ANALYSE DE LA PAUVRETE DES MENAGES

D'une façon générale, nous avons posé deux questions aux 92 chefs de ménages pour nous permettre de saisir leur conscience en rapport avec les problèmes qui se posent dans leurs milieux.

- « Quels sont les problèmes socio-économiques les plus saillants auquel votre ménage est confronté ? »

- « Quels projets du CPD-M ont été à la base de certains changements dans votre ménage ?

A bien comprendre, ces questions visent un même objectif. Il s'agit d'épingler au quotidien les problèmes majeurs qui se posent au sein des ménages ainsi que le type de projets qui, à leurs yeux, sont à la base de certains changements dans leur mode de vie. Ainsi, cette démarche s'avère primordiale dans la description de la situation actuelle.

On constate qu'au plan économique, le problème socio-économique majeur de ménages est celui de la « carence des produits manufacturés » (31,5% des réponses), suivi du prix bas des produits agricoles (28,2%) et du prix élevé des soins et des produits pharmaceutiques (25%). Le mauvais état de routes (12%) et autres problèmes (3,3%) figurent au bas de l'échelle.

En effet, ces produits manufacturés proviennent généralement par motos dans des centres de grandes agglomérations comme Kindu, Kasongo, Bikenge, Kampene, etc. et le prix reste excessif pour le paysan qui ne peut pas facilement se procurer. Un cas apparemment banal de sel de cuisine fait état de mille francs congolais le prix d'un verre alors que celui de la cossette de manioc ne vaut que cinq cents francs congolais.

Au sens logique, le problème concernant le « Prix bas des produits agricoles » devrait figurer au premier plan car il conditionne, en quelque sorte, l'accès aux produits manufacturés. Nous constatons que l'importance accordée par les paysans à ces derniers (plutôt qu'au problème de prix) peut être liée au fait que les « produits manufacturés » englobent plusieurs aspects d'une part, et d'autre part, leur carence est vécue par les ménages comme une expérience significative. En effet, il n'existe pas, par exemple, de produit de substitution pour le sel ou le pagne, mais le troc pratiqué en quelques sortes dans le milieu constitue une solution de rechange en l'absence d'un flux monétaire considérable.

La rubrique « autres » (3,3 %) regroupe des problèmes qui ont été moins cités. Il s'agit du troc des produits agricoles avec les produits manufacturés, la scolarisation des enfants, la sorcellerie et ses phénomènes connexes ainsi que l'enclavement.

En ce qui concerne la conscience qu'ont les villageois des problèmes qui se posent chez- eux, on constate que les problèmes évoqués se déploient autour d'un principal thème à savoir la faiblesse du revenu qui conditionne le faible pouvoir d'achat. En réalité, aucune différence remarquable ne s'observe au sujet de ce thème avec certaines caractéristiques de la province du Maniema en tant que la société englobante où la paroisse de Mingana est située.

A propos des projets ayant apporté certains changements dans les ménages, les données recueillies font ressortir les opinions qui ne nécessitent pas un long commentaire. En effet, il en ressort que les ruraux trouvent un intérêt particulier dans le projet d'appui financier ou matériel octroyé par le BDD-K aux ILD dont ils sont membres (35,9% des réponses). Les réponses concernant l'eau potable (25%) ont été données exclusivement par les membres des ILD féminines, alors que toutes les réponses concernant les routes ont été données par les hommes (29,3%). Il est à noter que l'importance accordée aux « routes » peut être liée au fait qu'elles facilitent l'accès aux marchés et aux villages environnants dans un contexte où le vélo reste le moyen de déplacement par excellence et que la plupart de familles en possède. L'animation rurale (6,5%) et tous les projets (3,3%) ont été faiblement cités.

Par rapport aux problèmes cités et aux types de projets ayant apporté des changements dans les ménages, nous avons identifiés les causes de la pauvreté à travers la question suivante :

- « Quels sont les causes de la pauvreté dans votre ménage ? »

Au vu des réponses reçues, l'on note que l'enclavement (33,7%) est la cause principale de la pauvreté évoquée par les paysans. Lorsqu'on se réfère aux problèmes rencontrés par les ménages, on se rend compte que le problème épineux à savoir la « carence des produits manufacturés » (31,5%) est en étroite corrélation avec l'enclavement comme l'une des causes de la pauvreté. On note « l'appuis insuffisants du BDD-Kasongo (26,1%) » et « l'absence d'une cantine villageoise (16,3%) » en sont aussi les causes citées par certains répondants. Par

ailleurs, le peu d'importance accordée aux « prix bas des produits agricoles (9,8%) » s'explique, comme nous l'avons souligné plus haut, par le fait qu'en lieu et place de la vente, il s'offre aux paysans l'alternative du troc comme un palliatif, tant soit peu, à la rareté de la monnaie.

La rubrique « autres (14,1%) » regroupe des réponses telles que : « les conflits inter-ethniques » (5,1%), « la déficience des services publics » (3%), « l'analphabétisme » (4%) et « la sorcellerie » (2%).

LES INDICATEURS DE LA PAUVRETE

La caractérisation des pauvres répond à certains principes généraux que nous n'allons pas tout analyser ici. De nombreux théoriciens de la pauvreté entre autres R.CHAMBERS⁵ et le PNUD⁶, estiment que plusieurs aspects doivent être pris en compte dans l'analyse de la pauvreté eu égard à sa nature multidimensionnelle.

Ainsi, le PNUD les éclate en caractéristiques démographiques (taille du ménage, sexe, taux de fécondité, etc.), économiques (emploi, taux de chômage ou de sous-emploi, revenu, etc.) et sociales (habitat, état sanitaire, éducation, etc.). Ces indicateurs paraissent, on le voit bien, classiques en ce qui concerne les faits observables dans un milieu rural.

Mais, au-delà de ces indicateurs classiques de la pauvreté absolue ou relative, l'éveil de l'esprit paysan à l'auto promotion forge une nouvelle dimension d'appréciation de la condition des pauvres dont l'indicateur est l'inclination à la dépendance (id). Cette dernière analyse la tendance des acteurs locaux à rechercher eux-mêmes les solutions à leurs problèmes.

Dans la présente étude, la pauvreté rurale est analysée à travers les indicateurs ci-après, regroupés autour de deux principaux seuils : d'une part le seuil de pauvreté absolue déterminé par la disponibilité de 1\$US par individu par jour et le seuil de pauvreté alimentaire (SPA), et de l'autre part le seuil de pauvreté relative déterminé par « l'inclination à la dépendance » (id).

DETERMINATION DE SEUIL DE PAUVRETE ABSOLUE

✓ Estimation du revenu des ménages

Les activités des ménages et les sources de revenu

Les principales activités exercées par les ménages à Mingana peuvent être groupées en 3 catégories comme indiqué dans le tableau ci-après ainsi que le revenu moyen correspondant :

Tableau 01 : Les activités exercées et le revenu moyen par type d'activité

N°	ACTIVITES	EFFECTIF	%	DEPENSES PAR 2 JOURS DE MARCHÉ EN \$	REVENU MOYEN MENSUEL EN \$
01	Agriculture	12	13,1	2,8	10
02	Agriculture – Elevage	66	71,7	3,1	12
03	Agriculture – Petit commerce	14	15,2	3,5	11
TOTAL		92	100	----	---

Calculé sur base des dépenses alimentaires par deux jours de marché (jeudi et dimanche), le revenu moyen mensuel est de 11 \$ US par ménage. Le revenu moyen de 11 \$US par ménage par mois représente 1,8 \$US par individu par mois si l'on considère que la taille moyenne des ménages est de 6 personnes. Ainsi, avec ce revenu de 1,8 \$US par personne par mois, on peut avoir un revenu journalier de 0,06 \$US par personne par jour et 0,36

⁵ CHAMBERS.R., *op.cit.*, p. 171

⁶ PNUD, *op. cit.*, p. 183-197.

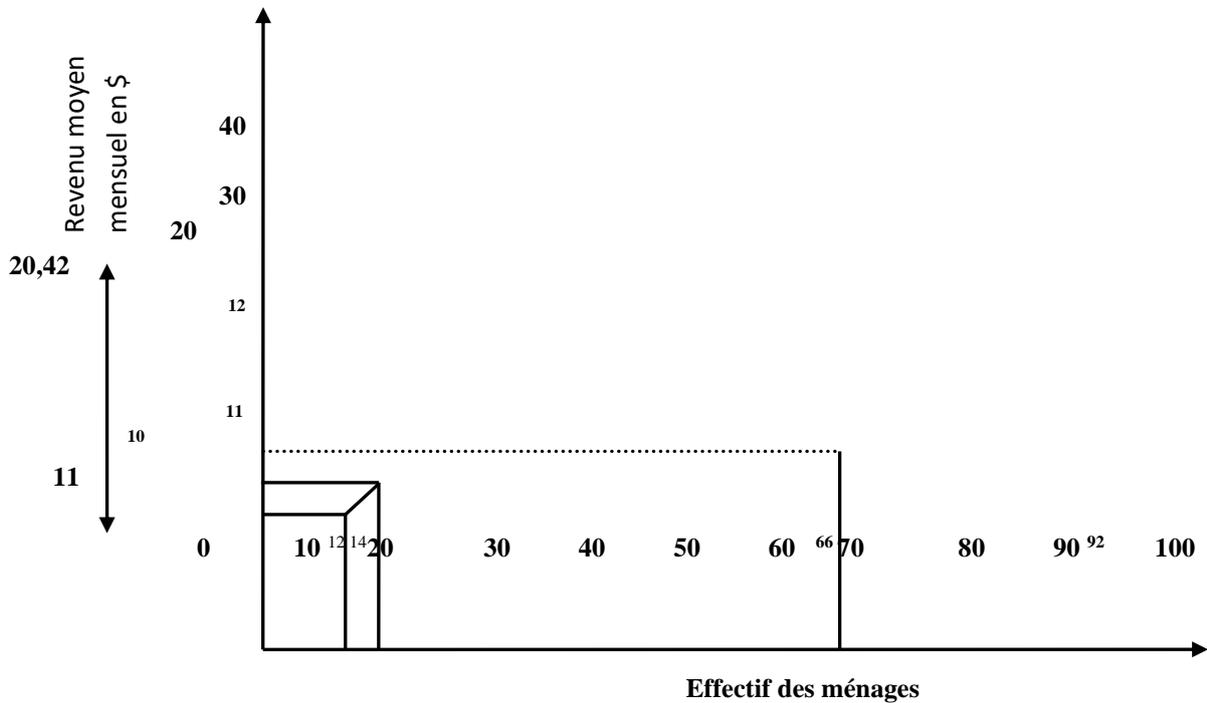
\$US par ménage par jour. Lorsqu'on fait des rapprochements entre ce revenu moyen de 11 \$US par ménage avec les résultats obtenus récemment par la BAD en Afrique Sub-saharienne, on constate que la différence est peu significative.

En effet, en soulignant la profondeur de la pauvreté en milieu rural, la BAD conclut que « dans les zones rurales, les pauvres ne dépensent en moyenne que 14 \$ par ménage par mois. Le revenu moyen le plus faible, soit 7 \$US par ménage et par mois est enregistré en Sierra Léone (pays ravagé par la guerre comme la RDC), le revenu moyen le plus élevé est enregistré au Ghana (24 \$US par ménage et par mois) »⁷.

Observons qu'en milieu paysan comme à Mingana, les revenus et les dépenses sont généralement plus faibles à cause de l'importance de la production autoconsommée et du mode de vie à la campagne (entraide et solidarité villageoise).

Le revenu moyen mensuel

Fig. 01 : Le revenu moyen mensuel à Mingana



En lisant ce graphique, on constate que le revenu n'augmente pas sensiblement avec la variation des activités dans le ménage. En outre, les 100% des ménages de paroisse de Mingana se trouvent en-dessous du seuil de pauvreté lorsqu'on prend en compte le critère de 1 \$US par personne par jour. La différence de 19 \$US entre la moyenne mensuelle (11 \$US) et le seuil de pauvreté (30 \$US) accuse un déficit de 63 %.

L'application de ce critère de 1 \$US par personne par jour ne semble peut-être pas appropriée à notre milieu d'étude parce que le revenu des ménages a été calculé sur base des dépenses alimentaires seulement. Ainsi, le budget consacré à l'alimentation couvre, dans ce cas, presque 100 % du revenu, alors que d'autres dépenses des ménages n'ont pas été évaluées en valeur monétaire.

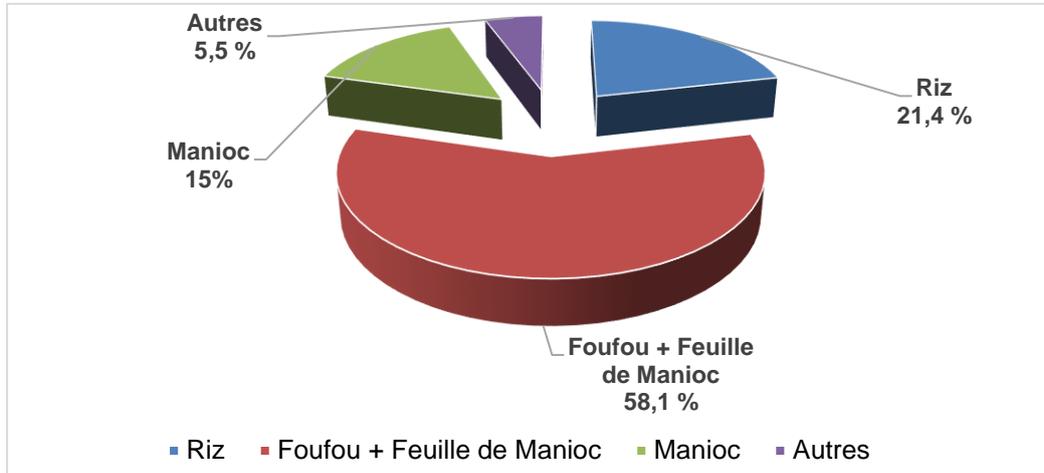
⁷ BAD, «les indicateurs sur la pauvreté, le genre et l'environnement des pays africains», éd. Arbus Denmark, 2011, p.37 - Url : http://www.lapauvreté.org/files/16316_file_MIX_des_pays_africains.pdf, consulté le 5/12/2014.

✓ **Situation alimentaire des ménages**

Les aliments de base

Les aliments de base identifiés à Mingana peuvent être regroupés en 4 catégories comme indiqué dans la figure ci-après :

Fig. 02 : Aliments de base à Mingana



On constate que la combinaison fofou-feuilles de manioc (58,1 % des réponses) prédomine dans la ration alimentaire des ménages. L'importance de ce menu est liée à sa disponibilité et à sa quasi-gratuité. La place qu'occupe le riz sur le graphique nous paraît, tout de même, assez surestimée (21,4 % des réponses). D'abord, contrairement au manioc, le riz est une production saisonnière. Ensuite, cette culture est, dans des proportions considérables, destinée à la vente ou au troc.

Le nombre de repas par jour

La moyenne des repas par jour et par ménage est de ±2 repas (minimum 1 et maximum 3). Par repas, il faut avoir à l'esprit la nourriture de quantité suffisante prise chaque jour l'heure fixe. Pour l'agriculteur, les repas du matin et du soir sont les seuils considérés, à part les grillades qui peuvent avoir lieu au champ ou à domicile pendant le milieu du jour.

Le seuil de pauvreté alimentaire

Le PNUD définit le SPA comme « la dépense minimale nécessaire à un individu ou à un ménage pour qu'il puisse se procurer un panier de biens alimentaires qui respecte à la fois les normes nutritionnelles d'un régime alimentaire équilibré et les habitudes de consommation de sa communauté d'appartenance »⁸. A Mingana, la dépense alimentaire journalière minimale d'un individu est, de façon approximative, la suivante :

Tableau 02 : Dépense alimentaire minimale d'un individu à Mingana

N°	Aliments	Qté en gr	Prix moyen par Kg en \$	Prix total en \$
1	Farine de Manioc	200	0,08	0,016
2	Riz	200	0,12	0,024
3	Arachide	50	0,16	0,008
4	Poisson maigre	100	1	0,1
5	Viande de poule	100	0,68	0,068
6	Banane	100	0,16	0,016
7	Oignon	10	0,4	0,004
8	Feuilles de manioc	200	-	-
9	Huile de palme	30	0,06	0,001
10	Tomate	50	0,2	0,01
11	Sel	10	2,8	0,028
TOTAL			5,66	0,275

⁸ PNUD, Op cit., p.146

Il ressort dans ce tableau, qu'à Mingana le SPA est estimée à 0,275 \$US par individu par jour soit 0,275 \$US X 6 personnes = 1,65 \$US par ménage par jour. Ce seuil de 1,65 \$US comparé au revenu moyen journalier de 0,36 \$US par ménage nous aide à comprendre la profondeur et l'incidence de celle-ci au sein de la population d'étude.

LE SEUIL DE PAUVRETE RELATIVE : L'INCLINATION A LA DEPENDANCE

L'analyse de l'inclination à la dépendance nous conduit à considérer la dimension comportementale dans un contexte où la pauvreté dépasse le cadre strictement économique et peut trouver des explications au plan mental. C'est ce que TIDIANE DIAKITE évoque à travers le concept de « faillite humaine⁹ ».

L'inclination à la dépendance (Id) renvoie à intérioriser de l'idéologie de l'autopromotion. Sur plan cognitif, il est question de comprendre le cadre même selon lequel les paysans pensent l'autopromotion dont on ne cesse de leur montrer les vertus depuis trois décennies dans cette contrée à Mingana.

Trois thèmes nous aident ici à mieux cerner l'inclination à la dépendance :

- Les opinions sur l'origine des solutions au problème de la pauvreté
- La participation du ménage aux activités d'autopromotion
- Le sens de l'autopromotion perçu par les paysans.

Thème 1 : Opinions sur l'origine des solutions au problème de la pauvreté des ménages.

De réponses reçues, on note le BDD-Kasongo (35,9%), le ménage (32,6%), le CPD-Mingana (17,4%) et les ILD d'appartenance (14,1%) constituent les origines de solutions aux problème de la pauvreté de ménages à Mingana. Alors, la combinaison des réponses concernant le BDD-K et le CPD-M (53,3%) montre la teneur qu'ont les ménages par rapport à la « mentalité d'assistés ». La valeur de cette question consiste non pas en ce qu'elle détermine les solutions à apporter pour faire disparaître la pauvreté mais plutôt en ce que les opinions constituent des indicateurs d'inclination à la dépendance.

En effet, l'indice à la dépendance est égal à 0,876. Cet indice est obtenu grâce à la formule suivante :

$$\text{Id} = \frac{\text{SE (solutions endogènes)}}{\text{Se (solutions exogènes)}} > 1$$

Notons que, cet indice suppose une forte inclination à la dépendance lorsqu'il est inférieur à 1

Comme solutions endogènes (ménages et IL K et CPD-M soit 53,3 %) est égal à 0,876.

Pour avoir une vue d'ensemble sur cette question, nous avons demandé aux enquêtés ce qui suit :

- « Quelles mesures préconisez-vous pour combattre la pauvreté dans votre ménage ? ».

Les réponses données nous ont, en quelque sorte, conduit dans une direction imprévue. En effet, loin d'être une émanation d'une volonté personnelle, les mesures proposées sous-forme d'attentes vis-à-vis du BDD-CPD n'ont fait que confirmer l'attentisme de la plupart des sujets. Ces mesures préconisées sont les suivantes :

- Crédits du CPD-Mingana aux ILD, soit 38% ;
- Fourniture de biens d'équipements par le CPD-Mingana, soit 27,2% ;
- Dotation du CPD-Mingana d'une cantine villageoise, soit 20,7% ;
- Recherche par le CPD-Mingana des débouchés des produits agricoles, soit 14,1%

⁹ Tidiane DIAKITE, *L'Afrique malade d'elle-même*, Karthala, Paris, 1986, p.15

L'importance accordée par les sujets aux « appuis - crédits provenant du CPD-Mingana » nous paraît assez surprenante dans un contexte selon lequel ils répondent mieux à l'impératif d'avoir de l'argent surtout pour l'achat des biens utiles dans les ménages.

Thème 2 : Participation des ménages à l'autopromotion

L'analyse de la participation suscitée renseigne sur la démarche adoptée par les ménages pour l'éradication de la pauvreté. Les questions posées pour indiquer les traits essentiels de cette participation sont les suivantes :

- « Combien de fois par mois participez-vous aux activités d'autopromotion dans votre ILD ?
- « Comment comptez-vous utiliser le prochain appui-FIL du BDD-K ? »

La moyenne de la participation des ménages aux activités d'autopromotion (champs et étangs piscicoles collectifs, réhabilitation de routes de dessertes agricoles, aménagement des sources, etc.) est de 2 fois par mois (min. 1 et max. 3).

En outre, nous avons constaté que les 4 ILD dont leurs dates de création remontent aux années 90 (35,8 % de l'échantillon) à savoir UMOJA, UZIMA, TUSIFEZEHEKE et CHEM-CHEM sont celles où la fréquence de participation est la plus élevée (3 fois par mois) mais elles ne sont pas toutes gagnées à l'idée des activités d'autofinancement.

Au contraire, dans les ILD récentes (KUSEMA NA KUTENDA, MWANGAZA 1 et 2, AMKA, MKONO MKONONI et MAHADIBISHO), la fréquence de participation aux activités est plus faible (1 fois par mois) tandis que l'idée sur les activités d'autofinancement est la plus reçue (64,2 % de l'échantillon).

A propos des opinions sur l'affectation du fond d'initiative de Développement ultérieur par les ILD, il faut certainement douter de « l'autofinancement » envisagé par les sujets comme une stratégie endogène au sein des ILD (47,8%). A l'exception des ILD UMOJA et UZIMA (15,2 % de l'échantillon) aucune autre ILD n'a véritablement initié ce genre d'activités. Ce doute est davantage confirmé par la condition qui lie ces genres d'activités d'autofinancement aux crédits du BDD-K, perçus comme préalables nécessaires. En plus, il y a lieu de signaler l'opinion d'achat de biens d'équipements pour les membres des ILD (32,6%). La rubrique « autres (19,6%) » regroupe les réponses suivantes ; la scolarisation des enfants (8,3%), le petit commerce (4,7%), soins primaires de santé (3,4 %) et l'amélioration de l'habitat (3,2%).

Thème 3 : Le sens de l'autopromotion perçu par les paysans

Philippe ENGELHARD met en évidence l'importance de ce débat lorsqu'il soutient qu' « il faut surtout dépasser le point de vue selon lequel la pauvreté s'explique par les seuls variables économiques qu'il est possible de quantifier dans l'immédiat ...¹⁰ » L'élargissement du cadre d'analyse à la vision de l'autopromotion chez les acteurs locaux nous conduit au modèle explicatif de la faible participation et de la crise de l'idéologie et de l'action. Car, en réalité, « ce que pensons dépend de ce que nous croyons »¹¹.

Ainsi, nous avons posé aux enquêtés la question suivante :

- « Que signifie, pour vous, l'autopromotion perçue ? ».

En examinant le contenu des réponses sur le sens de l'autopromotion perçue par les paysans, on constate que le système socio-sanitaire prime sur le système économique (55,5% contre 44,5%), du fait que 41,3 % des sujets identifient l'auto promotion à « l'autonomie collective » et « le changement des mentalités » à 9,8% ainsi que « l'existence d'hôpitaux » à 4,4%. Par contre, on note d'autres opinions citées dans le système économique comme « les biens d'équipements à 26,1% », la « possession d'argent à 13% » et « l'échange avec les étrangers à 5,4% ».

¹⁰ Philippe ENGELHARD, *L'Afrique, miroir du monde. Plaidoyer pour une nouvelle économie*, éd. Arléa, Paris, 1998, p.35

¹¹ COSMAO.V, « l'engagement actuel du christianisme en Afrique » in *Eglise et mission*, n°2010, juin 1978

Ces résultats nous paraissent étonnants. En effet, on peut se demander pourquoi la plupart des sujets pensent que les solutions à la pauvreté viendraient d'ailleurs (58,7%) alors qu'ils admettent qu'ils doivent compter sur leurs propres moyens.

Il convient, à notre avis, de situer la fracture au niveau du contraste entre la philosophie d'appui et l'absence d'une application concrète dans la pratique des ILD. C'est ce qui explique d'ailleurs le non-sens du sens de l'autopromotion dans le contexte langagier soulevé dans la problématique, lorsqu'on entend les paysans de Mingana véhiculer une sorte d'anti discours sur de l'autopromotion :

- « Nous allons au développement ... » (au Bureau du CPD-Mingana / à la paroisse) ou simplement, « le développement est fermé... » (lorsque l'animateur du CPD-M est en congé technique ou que les appuis financiers sont taris).

En effet, toutes les réponses concernant « l'autonomie collective » ont été prises en compte lorsqu'il s'agit, au-delà des actions ayant un trait sur les aspects publics (réfection de pistes routiers, ...) néanmoins, le sens donné à l'autopromotion est fort marqué par le penchant aux biens accessibles (26,1 %) et à la possession d'argent (13 %). Sans doute, ces acquisitions sont identifiées comme des indicateurs d'autopromotion.

En définitive, ces résultats du système économique ne nous semblent pas étonnants dans un contexte où, aux yeux des paysans, l'auto promotion n'est pas un hymne au bonheur et à la plénitude d'être. Corrélativement, les problèmes socio-économiques rencontrés (particulièrement le manque de produits manufacturés) auraient créé une vision conduisant les sujets à identifier les réponses à ces problèmes à des indicateurs d'auto promotion. Aussi, on s'en rend parfaitement compte à partir de l'analyse des données de l'étude que, bien qu'enclin à la dépendance, le paysan compte plus sur son propre ménage (32,6%) que sur l'ILD dont il est membre (14,1%) dans la recherche des solutions à sa condition de pauvre.

RESULTATS A L'EFFORT DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET CONDITIONS DE SUCCES

LES PISTES D'INTERVENTION A L'EFFORT DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE

✓ PROPOSITION D'UN MODELE DE GESTION PARTICIPATIVE

L'action pratique de « gestion participative »

L'analyse de la pauvreté nous a conduit, d'une part, au constat que les masses paysannes accompagnées par le CPD-M sont pauvres et qu'elles participent moins à l'auto promotion et d'autre part, le CPD - M est souvent handicapée, faute de ses propres moyens d'action, dans sa mission d'accompagnement des groupements paysans. La « gestion participative » met l'accent sur la nuance à la fois sociale (participation) et économique (gestion) de l'autopromotion.

Au plan social, en considérant que les ruraux sont responsables de l'intégrité de leur autopromotion, l'action pratique de « gestion participative » milite en faveur du remboursement des appuis reçus par les ILD au CPD-M. Pour mémoire, parmi les mesures préconisées par les ménages pour l'éradication de la pauvreté figure, en premier lieu, l'octroi de « crédits par le CPD-M aux ILD » (38 % des réponses). C'est par cette pratique sous-tendant des remboursements des appuis que les bénéficiaires du BDD-CPD sortiront du cercle de la dépendance où la volonté de la charité les a enfermés.

Sur ce, l'assise sociale du CPD-M reposerait, en définitive, sur la possibilité que les ILD elles-mêmes facilitent l'appui d'autres ILD, en renforçant ainsi au plan local un processus de « financement alternatif » entre les CPD et les associations villageoises. Car, si l'autopromotion n'est pas fondée sur une assise sociale bien connue par les bénéficiaires, elle risque de devenir un lieu de reproduction des inégalités.

Au plan économique, la « gestion participative » s'appuie sur la nécessité de la lutte contre la pauvreté par l'approche de la croissance de revenus. Cette croissance est subordonnée à deux conditions :

- Repenser le partenariat BDD-CPD ;
- Porter un regard neuf sur la pauvreté.

Différents niveaux d'intégration du modèle de gestion participative

▪ **Niveau du BDD-K**

Pour l'institution d'appui, l'objectif du développement reste la réduction de la pauvreté des ménages bénéficiaires. Pour atteindre cet objectif, le modèle préconise une redéfinition du partenariat du BDD-K avec le CPD sur base de l'intégration des nouvelles fonctions à la fonction actuelle de relais qu'assume le CPD-M ; ainsi qu'un nouveau regard sur la pauvreté fondée sur une considération plus concrète des aspects économiques de celle-ci.

▪ **Niveau du CPD-Mingana**

Les nouvelles fonctions proposées sont en étroite corrélation avec l'agriculture comme activité principale des ménages, susceptible de leur procurer des revenus. Dans un contexte d'enclavement, les nouvelles fonctions visent à ouvrir les paysans à des marchés plus avantageux afin d'augmenter le pouvoir d'achat en réduisant leur précarité matérielle.

▪ **Niveau des ILD et des ménages**

Le modèle repose sur la mise en place d'un mécanisme de financement alternatif entre les ILD appuyées par le CPD-M de manière à rendre plus féconde l'idéologie d'autopromotion dont l'application est jusqu'à présent assez limitée. Il apparaît ainsi, le mieux-être des ménages sera fonction de l'intégration du mode de financement alternatif et de l'accroissement des revenus provenant des ventes des produits agricoles.

✓ **LA NECESSITE D'UNE APPROCHE DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETE PAR LA CROISSANCE DES REVENUS**

Prise en compte de souhaits de bénéficiaires

Outre, le fait qu'en lieu et place de l'appui-FIL, dosé par des contraintes budgétaires au sein de l'institution d'appui, les ILD souhaitent bénéficier de crédits (38 %), acquérir des biens et posséder de l'argent (39,1%). Ces acquisitions étant, à leurs yeux, des indicateurs d'autopromotion.

En effet, aux yeux des paysans, l'acquisition des biens et la possession d'argent donnent un sens nouveau à l'association dont ils sont membres dans la mesure où il n'est pas exclu qu'ils s'interrogent, intimement, sur sa capacité réelle à produire des éléments de satisfaction à leurs besoins. Cela nous amène à considérer, fondamentalement, que dans la lutte contre la pauvreté par la croissance des revenus à laquelle les paysans aspirent, le partenariat entre le BDD-K et le CPD-Mingana mérite d'être repensé ainsi que le regard porté jusque-là à la pauvreté.

Ces reconversions permettront de prendre en compte les souhaits ménages qui constituent qu'en dernière analyse, l'unité opérationnelle d'appui alors que l'association est non seulement une structure où se concluent des « contrats » mais aussi, à travers elle, les conditions d'existence des membres doivent trouver des réponses décisives.

Importance de l'approche par la croissance des revenus pour les ménages de Mingana

Il ressort de l'analyse consacrée à la pauvreté que, dans le milieu de Mingana, celle-ci est synonyme de carence et d'inclination à la dépendance. Mais il faut bien admettre qu'il s'agit là de conséquences de la pauvreté et non de ses causes. Car, nous admettons à la suite de R. CHAMBERS que « la pauvreté a de nombreuses causes, il est très difficile d'établir jusqu'où l'on peut privilégier l'une par rapport aux autres, la pondération de leur importance relative varie selon la saison et le pays, la région, la communauté, le village, la famille et les individus. »¹²

Dans un contexte d'enclavement et d'impossibilité criante d'accès au marché, la pauvreté des ménages de Mingana serait plutôt liée à l'inégalité des chances de s'en sortir. Le modèle d'intervention du BDD-K en matière d'octroi des appuis FIL aux ILD n'étant qu'un facteur additionnel.

Certaines analyses comme celle du PNUD reprochent, cependant, à l'approche par la croissance de revenus le fait que « l'augmentation du revenu du ménage ne se traduise pas nécessairement une amélioration des conditions de vie et un meilleur accès aux services sociaux de base comme la santé, l'éducation et l'eau potable. »¹³

Cette restriction, dans le contexte qui est le nôtre ne semble pas résister à l'examen des faits au risque de sous-estimer les menaces qui pèsent sur ces paysans en souffrance :

- Le revenu moyen par jour et par ménage n'est que de 0,36\$ soit, à peu près, l'équivalent du prix d'1/2 verre de sel ;
- L'accès aux opportunités économiques telles que les microcrédits et les marchés où sont valorisés les prix de la production agricole sont inexistantes ; au contraire la pratique du troc contribue à aggraver la situation des paysans dans les transactions commerciales ;
- La carence de produits manufacturés n'est plus un problème terre à terre lorsqu'il faut 100 Kg de riz pour acquérir un pagne Dubaï ;
- Enfin, il faut ajouter la considération de l'autopromotion dans leur vécu quotidien.

Dans ce contexte, toute stratégie anti-pauvreté doit passer d'une part par le rétablissement des chances des pauvres dans la possibilité d'accès au revenu et, d'autre part, par la valorisation de la participation du CPD-M et des ILD (ménages entendus) à l'acquisition de ce revenu.

✓ CONDITIONS DE SUCCES

Repenser le partenariat BDD-CPD

Remédier à une situation aussi préoccupante que celle de la pauvreté rurale impose un nouveau choix stratégique au sein de la structure d'appui aux ILD au-delà du rôle d'intermédiaire joué par le CPD-M en paroisse.

Au niveau de l'appui, il ne s'agit pas de gommer le CPD-M de la chaîne d'accompagnement des associations villageoises. Bien au contraire, la question fondamentale est de repenser le partenariat « BDD-CPD », c'est-à-dire d'opérer une révision dans la fonction essentielle de relais qu'assume le CPD-M de manière à le rendre beaucoup plus opérationnel.

En effet, il existe une incompatibilité entre les moyens mis à la disposition du CPD-M, son manque d'autonomie et les conditions sociales à la base. A cet effet, l'intégration des nouvelles fonctions au sein du CPD-M ouvre la voie davantage à l'autonomie et à l'efficacité :

¹² R.CHAMBERS, Op.cit, p.78

¹³ PNUD, Op.cit, p.13

Fonction de capitalisation économique

Toute l'étude s'inscrit en faux contre le développement-cadeau dans la mesure où elle compromet l'auto-libération paysanne. A partir des intrants (semences et outils agricoles) reçus par le CPD-M, il est possible d'imaginer un scénario tel que le CPD-M puisse constituer des stocks de produits agricoles en organisant la distribution de ces intrants aux bénéficiaires à titre de crédits agricoles.

Partant, par exemple de la distribution d'intrants faite aux ILD de Mingana en 2019, nous proposons le modèle de constitution de stocks ci-après :

Tableau 03 : Modèle de constitution d'un stock de produits agricoles

N°	Appuis aux ILD		Situation sur le stock éventuel des produits					
	OUTILS	Nbre	Produit agricole	Quantité stockée en Kg	Prix/Kg à Mingana en \$		Prix/Kg à Bikenge en \$	
					P.U.	P.T.	P.U.	P.T.
01	HOUES	825	Riz	1 650	0,06	99	0,45	742,5
02	MACHETTES	175	Arachide	132	0,06	21,1	0,5	66
03	RATEAUX	15	Riz	30	0,06	1,8	0,45	13,5
04	BECHES	15	Arachide	12	0,06	1,9	0,5	06
05	HACHES	15	Riz	30	0,06	1,8	0,45	13,5
06	ARROSOIRS	15	Arachide	12	0,06	1,9	0,5	06
TOTAL		---	---	1 866	---	127,5	---	847,5

Il est à noter que deux produits seulement sont considérés en raison de leur importance dans les productions agricoles des ménages. Par ailleurs, en déduisant au chiffre de 847,5 \$ le fret par vélo (0,25 \$/ kg), il reste un total de 381\$.

Au vu de ce tableau, en réalisant ce bénéfice de 381 \$ à partir des appuis destinés aux ILD, le CPD-M risque de se transformer en fonctionnaire des associations villageoises. Rien ne devrait véritablement être interprété ici comme une hérésie propre à nous méfier de la vision chrétienne du développement.

Au contraire, une stratégie d'autonomie du CPD-M et de libération des pauvres ne saurait trop longtemps passer à côté de la participation paysanne dans sa dimension économique. Et l'analyse des faits nous montre qu'à lui seul, le « Christianisme social » ne suffit plus à enclencher cette participation, à l'inverse, elle rend les ruraux dépendants.

Le CPD-M devrait, par conséquent, se méfier de ses bonnes intentions qui portent dans leurs propres flancs des éléments nocifs. En d'autres termes, dans un contexte où « le développement est un processus long et difficile qui ne va pas sans sacrifices ¹⁴ » le CPD-M mérite de situer toute la réflexion sur la pauvreté autour de « la pastorale du grenier » comme une stratégie de libération dont les contours ont été définis par J.-M. ELA¹⁵

Fonction de commercialisation

Nous avons relevé précédemment que la plus grave omission de l'analyse en vue de la lutte contre la pauvreté des ménages de Mingana concerne l'accès aux opportunités économiques tel que le marché. Il est hors de doute qu'aucun paysan ne s'opposerait à l'idée d'une vente plus avantageuse de sa production agricole.

¹⁴ MUGANGU.S., *Les paysannats agricoles en RDC : problèmes et conditions de succès*, in Cahiers du CERPRU N°1 VOL1, 2002, p.9

¹⁵ ELA.J-M., *Ma foi d'Africain*, Karthala, Paris, 1985, p.223.

Faute d'intégrer la dimension de la commercialisation des produits agricoles pour relever le pouvoir d'achat des bénéficiaires, l'autopromotion semble fabriquer des paysans mythiques, antimatérialistes et insensibles à l'argent. Or, ce dernier est indissociable à des questions de la pauvreté.

Sous ce rapport, la démarche de la philosophie qui oriente l'action de développement est propre à confisquer tout effort en faisant miroiter aux masses rurales qu'il existe un modèle de développement bon marché.

En réalité, le CPD-M ne devrait pas se considérer, parce qu'étant une émanation de la paroisse, comme une agence qui fournit aux ILD les sacrements et les services rituels nécessaires pour le salut de leurs membres. La lutte contre la pauvreté exige d'autres modes de présence et d'actions. Au besoin, une réelle confrontation avec le système économique dominant qui semble maintenir les paysans dans une situation aussi résiduelle et dangereusement inconfortable comme celle de la dérision des prix.

On pourra donc ergoter sur l'auto promotion dans sa prétention de voie royale conduisant au mieux-être des populations rurales aussi longtemps que le CPD-M ne s'impliquera pas davantage dans la recherche des réponses décisives aux besoins vitaux des ménages, l'auto-développement risque de leur paraître comme une fausse porte ouverte.

La commercialisation des produits agricoles pour le compte des ILD à partir de Mingana n'est pas une idée à repousser comme une bizarrerie. Toutefois, il est possible de créer plus de richesses en acheminant les produits agricoles des associations villageoises et des ménages qui les constituent vers des marchés où sont valorisés les prix des denrées agricoles. Partons de quelques exemples :

Tableau 04 : Comparaison des prix de quelques produits agricoles à Mingana et à Bikenge

N°	Produits agricoles	Quantité en Kg	Prix à MINGANA		Prix à BIKENGE		DIFFERENCE (Déduction fret de 0,2\$/Kg)
			P.U	P.T	P.U	P.T	
01	Arachide	10	0,16	1,6	0,5	0,5	+2,5
02	Huile de palme	10	0,06	0,6	0,5	0,5	+2,5
03	Riz	10	0,12	1,2	0,5	0,5	+2,5
04	Manioc	10	0,08	0,8	0,5	0,5	+2,5

En lisant ce tableau, l'on remarque que même par vélo, la voie de transport la plus difficile, il est possible de réaliser des bénéfices de l'ordre de 60 à 100% pour la même quantité de produits agricoles achetées à Mingana puis acheminée à Bikenge.

A Bikenge, dans le cadre du partenariat existant entre le BDD-K et les autres associations comme MUUNGANO, APROMAV œuvrant dans le centre de Bikenge, de telles opérations ne sont pas impensables dans un contexte où ce dernier se chargerait de la vente des produits agricoles et du retour des fonds à Mingana.

CPD – Mingana et activités d'auto financement

L'analyse de la pauvreté a mis en lumière le problème n° 01 de la carence des produits manufacturés comme le lieu où se cristallise la contradiction entre la production paysanne et un contexte où l'accès à l'argent est un défi quotidien.

Ce qu'il convient de préciser ici, c'est que l'argent qui semble nous préoccuper, ne résout pas tous les problèmes et que sa quête ne devra pas être perçue comme « la nouvelle religion de l'argent » dont parlent Jean Marie ELA¹⁶ et Serge LA TOUCHE¹⁷ ont longuement démontré les limites.

Au-delà des idées, ce qui nous intéresse ici, c'est la prise en compte de la dimension économique, non à enfermer toute la réalité sur l'autopromotion dans l'optique du « contrat », aussi à concilier l'accompagnement des masses paysannes avec la conjoncture économique dans laquelle elles évoluent. Il s'en suit de situer ici le problème de la lutte contre la pauvreté s'inscrit autrement dans un contexte où l'argent échappe au contrôle des petites économies domestiques suite à la pratique du troc et à la subordination des ménages livrés, à la kleptomanie des petits ambulants.

Le vrai problème c'est que la vente marginale et l'achat de biens en surenchères constituent des pesanteurs qui entravent le bien-être des ménages. En un sens, la persistance de la pauvreté impose une participation plus active et plus concrète du CPD-M en termes de fourniture des biens de première nécessité pour atténuer le processus d'appauvrissement dont souffrent les populations rurales tel qu'illustré par le tableau ci-dessous :

Tableau 15 : Comparaison de quelques articles avec le volume d'arachide troqué

N°	ARTICLES	Nbre	Prix d'achat à Bikenge en \$	Qté d'arachide troquée en Kg	Valeur du produit à Bikenge / Kg		
					Fret 0,2 \$	Prix de vente	Bénéfice
01	Pagne Wax (6 yards)	01	08	80	16	0,5	24
02	Chemise	01	4,5	50	10	0,5	15
03	Casserole	01	08	35	7	0,5	10,5
04	Assiette	01	04	50	10	0,5	15
05	Machette	01	06	40	8	0,5	12
06	Boite de paracétamol	01	08	96	19,2	0,5	28,8

Il ressort du tableau ci-dessus que les paysans sont à la merci des petits commerçants et que la quantité énorme de produits consacrés à l'acquisition d'un bien procure à ces derniers des bénéfices de l'ordre de 200 à 300%. Pour comprendre le problème et apprécier sa gravité, supposons que le paysan vende lui-même son sac d'arachide de 60 Kg à Bikenge en supportant lui-même le coût du transport. Il aurait la possibilité de se payer 3 pièces Wax, 4 assiettes de bonne qualité, 3 chemises et 1 machette. Mais en pratiquant le troc, il sacrifie un sac entier d'arachide décortiqué pour se procurer une seule pièce Wax.

Un regard neuf sur la pauvreté

En parcourant la tradition judéo-chrétienne, on est impressionné par l'importance des réflexions sur la pauvreté. Dans l'ensemble, trois orientations semblent être privilégiées :

- Celle qui considère l'état de pauvreté comme un état de péché dans un contexte où « la richesse est l'une des nuances les plus claires de la sanction qui récompense le juste ici-bas » ;
- Celle qui considère la pauvreté comme un scandale et voit dans le pauvre une « victime pitoyable » ;
- Et celle, enfin, qui se trouve dans le juste milieu, « ne me donne ni indigence ni opulence, laisse-moi gagner ma part de pain, de crainte qu'étant comblé je n'apostasie et ne dise : « qui est Yahvé ? » ou encore qu'étant indigent je ne dérobe et ne profane le nom de Dieu » (Proverbes 30, 8-9).

¹⁶ J.M. ELA cité par KAKULE (1994, p. 189)

¹⁷ Serge LA TOUCHE cité par KAKULE (op. cit., p.84)

Toutes ces opinions posent, véritablement, un problème d'approche de la pauvreté dans la mesure où elles sont propres à survoler le quotidien en faisant naviguer la lutte contre la pauvreté dans la sphère des aspects purement théologiques. L'on comprend pourquoi, au sein de l'Eglise, les acteurs sont, le plus souvent animés de la volonté de rendre service à des populations misérables. Cette option est bonne mais largement insuffisante pour rendre libres ces misérables et les sevrer du biberon de l'assistance.

Le nouveau regard économique nécessite donc une perception plus nette des éléments susceptibles de définir clairement cet état de privation et du bien-être. Une attention particulière mérite d'être portée à l'activité principale des ménages, à savoir l'agropastorale, comme source principale de revenu. L'analyse a montré que l'intérêt porté à cette activité est presque total (71,7% des enquêtés) mais on le fait de manière non rentable et que cette insuffisance précarise les conditions de vie et de santé de nombreuses familles.

En réalité, le soutien à la production paysanne par l'appui en intrants agricoles, en géniteurs chèvres et en accompagnement en techniques adaptées est un travail appréciable réalisé par le BDD/K depuis longtemps. Mais, chez les paysans, tout se passe comme si l'institution d'appui prescrivait une thérapeutique dépourvue de son mode d'emploi. Car, dans un contexte où ils sont comme enfermés l'intérieur d'un cocon, la question de la production est dominée par la faiblesse des prix, la baisse du pouvoir d'achat et le recours au troc pour consacrer les conditions maxima de surexploitation.

Pour que le nouveau regard sur la pauvreté (démarqué des aspects purement théologiques et orienté vers l'activité principale du ménage) ne puisse naviguer à courte vue et qu'il conduise à découvrir les grandes richesses tapies au fond des potentialités locales, le CPD-M devra se laisser transformer par la force provocatrice des conditions de vie des masses paysannes. En définitive, le regard neuf sur la pauvreté et même sa transformation seront plus efficaces d'autant plus qu'ils soient fondés sur des actions portant un caractère à la fois social et économique.

CONCLUSION

L'objectif poursuivi par l'étude est, entre autres, d'établir une relation entre le modèle d'intervention du BDD-K par le truchement du CPD-M et les conditions socio-économiques des bénéficiaires. Ce qui nous a conduit à proposer quelques stratégies en vue d'accroître le revenu des ménages et assurer l'autofinancement du CPD-M.

Pour atteindre cette finalité, l'étude est partie de l'hypothèse selon laquelle les appuis du BDD-K, orientés dans le processus de l'autopromotion qui implique à la fois des actions durables en vue d'accroître le revenu paysan et le remboursement des appuis reçus, contribueraient à la lutte contre la pauvreté des bénéficiaires, à renforcer l'autonomie du CPD-M et mieux à soutenir le processus qui oriente la gestion participative.

La méthode d'enquête - MARP complétée par les techniques d'échantillonnage, d'interview structurée, d'observation directe et de technique documentaire nous ont permis de confirmer l'hypothèse dans les aspects ci-après :

- ☞ La pratique actuelle d'octroi des appuis –FIL sans contrepartie est l'un des facteurs favorisant l'insuffisance de la participation des bénéficiaires aux efforts de lutte contre la pauvreté ;
- ☞ Cette pratique porte les bénéficiaires à la dépendance (53,3%) dans un contexte où, en raison de la faiblesse des prix des produits agricoles, l'acquisition des produits manufacturés reste le problème majeur vécu par les ménages (31,5%) ;
- ☞ Le besoin d'accroître le revenu moyen des ménages (actuellement bas de 11 \$/mois) par l'implication du CPD-M dans la commercialisation des produits agricoles et l'approvisionnement en produits manufacturés (59,7%) est une nécessité absolue.

La lutte contre la pauvreté est possible mais elle nécessite l'adoption d'un nouveau regard sur les pauvres de la part de l'institution d'appui. Cependant, l'analyse n'a pas pu établir une relation formelle entre la

pauvreté et le sens accordé à l'autopromotion par les paysans. En effet, bien que ces derniers soient enclins à la dépendance, ils admettent que l'autopromotion est synonyme d'autonomie collective et de changement des mentalités (51,1%).

Par ailleurs, on constate que les paysans établissent de plus en plus une relation entre l'autopromotion et la possession d'argent (13%) ainsi que l'acquisition des biens d'équipement (26,1%).

Partant de ces conclusions, l'étude a jugé utile d'intégrer la stratégie de « gestion participative » dans la lutte contre la pauvreté par :

- La remise en question du partenariat BDD-CPD ;
- L'intégration de nouvelles fonctions (capitalisation économique, commercialisation des produits agricoles, autofinancement et cantine villageoise) à la fonction de relais qu'assume actuellement le CPD-M ;
- Le remboursement des appuis reçus par les membres des ILD en vue de l'autofinancement du CPD et l'appui d'autres ILD.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I. OUVRAGES

1. Robert CHAMBERS, le Développement rural, la pauvreté cachée, Karthala, Paris, 1990.
2. Vincent COSMAO, Changer le monde, Une tâche pour l'Eglise, éd. du cerf, Paris, 1979.
3. Olivier DE SOLAGES, Vers un nouveau développement des tiers mondes, L'Harmattan, Paris 1997.
4. ELA J.-M., Afrique : l'irruption des pauvres. Société contre Ingérence pouvoir et argent, L'Harmattan, Paris 1994.
5. ELA.J-M., Ma foi d'Africain, Karthala, Paris, 1985.
6. Tidiane DIAKITE, L'Afrique malade d'elle-même, Karthala, Paris, 1986.
7. Philippe ENGELHARD, L'Afrique, miroir du monde. Plaidoyer pour une nouvelle économie, éd. Arléa, Paris, 1998.
8. RDC, Document de la Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté - DSCR2, Ministère de Plan, Octobre 2011.
9. Jean ZIELER, L'or du Maniema (Roman), seuil, Paris, 1996.
10. Max. TERTRAIS, l'industrialisation et le développement du diocèse de Kasongo, institut catholique de Paris, 1971, inédit.
11. MUCHUKIWA.B. et SADIKI B., Les méthodes de développement rural, validité et pertinence, Imprimerie du Kivu, Bukavu, 1994.
12. DESJEUX. D., Stratégies paysannes en Afrique noire, le cas du Congo. Essai sur la gestion de l'incertitude, L'Harmattan, Paris 1987.
13. BAD, « les indicateurs sur la pauvreté, le genre et l'environnement des pays africains, éd. Arbus Danemark, 2011.

14. International Bank for Reconstruction and Development / The World Bank 1818 H Street NW, Washington DC 20433, 2020

II. ARTICLES

1. Vincent COSMAO, « l'engagement actuel du christianisme en Afrique » in Eglise et mission, n°2010, juin 1978.
2. Jean – Marc ELA, « Les voies de l'Afro-renaissance » in Manière de voir n°51 mai - juin 2000, p.53.
3. MUGANGU.S., Les paysannats agricoles en RDC : problèmes et conditions de succès, in Cahiers du CERPRU n°1 VOL1, 1984, p.9

III. TFC ET MEMOIRES

1. KAKULE SIVASIMA., Analyse d'impact de l'ONGD-CARE International sur les programmes de réduction de la pauvreté de Lubero, RDC, Mémoire, 2ème licence, ISDR-Bukavu, 2006 - 2007. Inédit.
2. Déogratias KABEYA MWANABINDU, Incidence du paludisme sur les conditions socio-économiques des ménages agricoles dans la cité de Kasongo, tentatives de lutte contre le vecteur, TFC, ISDR– Bukavu, 2006-2007, Inédit.
3. TOKOKOSHUNGU OMEDYA Michel, Analyse critique des enjeux ou développement du territoire de Kibombo, Mémoire, 2ième Licence, ISDR-Kindu, 2010-2011, Inédit.
4. MUSOMBA MUYUMBA Germain, Pauvreté au Maniema, l'analyse du paradoxe social, Mémoire, 2ième Licence, ISDR-Kindu, 2010-2011, Inédit.
5. KITAMBALA MENDJE, les controverses du sujet du développement socio-économique durable du territoire de Kibombo, Mémoire, 2ième Licence, ISDR-Kindu, 2010-2011, Inédit.

IV. COURS

1. Bosco MUCHUKIWA, Cours de méthode de recherche en sciences sociales, Inédit, G3 PR, ISDR-BUKAVU, 2006-2007. Inédit.

V. DOCUMENTS DIVERS

1. ONGD CONCERN, Rapport d'étude participative sur la pauvreté des communautés de 20 villages en territoire de Kasongo, Avril 2005.
2. BDD/K, Rapports synthèse d'évaluation des activités dans le diocèse de Kasongo, Octobre 2000.
3. PNUD/UNOPS (Décembre 1997), Programme National de Relance du Secteur Agricole et Rural (PNSAR) : Plans d'Actions Triennal (1998-2000) Province du Nord Kivu, p. 16
4. Rapport final 3ième semaine national sur « l'Eglise et développement » à KINSHASA du 15 au 22 novembre 1981
5. FRANZ VAN RIEL, Données sur les BINJA des environs de KASONGO, SD, Inédit.
6. Jean – Marc ELA, l'état, la paysannerie et les problèmes du développement en Afrique Noire, document pédagogique, Louvain la neuve, 1989, Inédit.